

Jennifer Kavanagh : pourquoi les États-Unis doivent se retirer de la première chaîne d'îles

Jennifer Kavanagh est Senior Fellow et directrice de l'analyse militaire chez Defense Priorities, ainsi que professeure associée au Center for Security Studies de l'université de Georgetown. Kavanagh évoque sa note d'orientation préconisant un retrait des États-Unis de la première chaîne d'îles afin d'éviter une guerre avec la Chine, et explique pourquoi elle a suscité une réaction aussi vive. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Nous retrouvons Jennifer Kavanaugh, chercheuse principale et directrice de l'analyse militaire chez Defense Priorities. Merci beaucoup de revenir dans l'émission.

#Jennifer Kavanagh

Merci de m'avoir invité.

#Glenn

Vous avez rédigé cette note de politique publique et vous l'avez présentée comme un plaidoyer en faveur d'un éloignement de la présence militaire américaine par rapport à la Chine. Autrement dit, passer de la première chaîne d'îles à la deuxième, afin de mettre davantage de distance entre ces deux grandes puissances. Et oui, j'ai dit que cela avait suscité un tollé considérable. J'espérais donc que vous pourriez exposer vos arguments et, peut-être, commencer par expliquer ce que sont les deux chaînes d'îles en Asie de l'Est, pour ceux qui ne les connaissent pas.

#Jennifer Kavanagh

Oui, bien sûr. Vous savez, je pense que l'objectif de mon article était de changer le débat sur la politique américaine en Asie. Il y a un débat actif sur ce que les États-Unis devraient faire concernant leur présence militaire en Europe et au Moyen-Orient. Mais en Asie, à mon sens, le débat

est resté très limité, sans véritable réflexion sur ce que nous avons appris en Iran et sur les conséquences que cela a...

#Jennifer Kavanagh

Ce que l'on peut attendre de l'armée américaine en Asie, et aussi un examen très approfondi des intérêts des États-Unis dans la région, ainsi que des risques d'une guerre avec la Chine, qui serait catastrophique. C'était donc, en quelque sorte, l'objectif de cette étude. Et je pars d'une question : quels sont réellement les intérêts des États-Unis en Asie ? Je n'en définis que deux : se protéger contre les menaces visant le territoire américain, et préserver l'accès aux marchés afin que les États-Unis puissent maintenir leur position économique. Ensuite, j'examine attentivement les besoins militaires. Quel type de présence est réellement nécessaire en Asie pour garantir ces intérêts ? Mon argument, c'est qu'elle est bien moindre que celle dont nous disposons actuellement.

À mon avis, le dispositif actuel des États-Unis, qui repose largement sur ce qu'on appelle la première chaîne d'îles — c'est-à-dire le Japon, les Philippines et Taïwan ; parfois, on y inclut aussi la Corée du Sud — compte environ quatre-vingt mille militaires américains déployés le long de cette première chaîne d'îles. Mon argument, c'est qu'on n'a pas réellement besoin de forces sur place pour protéger les intérêts des États-Unis. Et, en fait, concentrer sa présence militaire dans cette zone a plusieurs conséquences très négatives pour les États-Unis. Premièrement, selon moi, cela augmente le risque de guerre avec la Chine. Le raisonnement au sein de l'establishment politique américain, c'est que la présence militaire des États-Unis a un effet dissuasif.

Donc, si nous avons ces forces militaires aux Philippines et au Japon, et même quelques centaines d'instructeurs à Taïwan, est-ce que cela empêche l'agression de la Chine, ou empêche la Chine de s'affirmer dans sa propre région ? Selon moi, cette hypothèse ne repose vraiment sur aucune preuve. Et en fait, si l'on examine attentivement le comportement de la Chine, on observe l'inverse : à mesure que les États-Unis renforcent leur présence et ajoutent de nouvelles plateformes d'armement le long de la première chaîne d'îles, la Chine accroît son renforcement militaire. Elle devient plus affirmée. Elle intensifie ses propres exercices militaires. On voit donc cette escalade, cette spirale du dilemme de sécurité, qui a des conséquences négatives.

L'autre problème, je pense, c'est que s'il se passait quelque chose, une sorte de mauvaise appréciation, il serait vraiment difficile pour les États-Unis de rester à l'écart d'un conflit, quand tant de forces sont déployées dans des positions vulnérables. Une grande partie de la logique qui soutient cette présence dans la première chaîne d'îles consiste à défendre Taïwan. Or, beaucoup au sein de l'establishment militaire américain présentent Taïwan comme la pierre angulaire de la puissance des États-Unis en Asie. Et si Taïwan et la Chine s'unifient, ce serait le glas. Cela voudrait dire que les États-Unis seraient repoussés hors de la région. Moi, je ne suis pas d'accord. Et j'explique pourquoi dans l'article. Je ne pense pas que les avantages militaires que la Chine en tirerait seraient si

importants. La Chine obtiendrait certains avantages économiques. Nous pourrions peut-être les examiner plus en détail. Mais cela ne donnerait pas nécessairement à la Chine une hégémonie régionale.

En fait, cela ne donnerait certainement pas à la Chine une hégémonie régionale, ni même une base pour établir une hégémonie régionale. Mon argument, c'est donc que les États-Unis pourraient gérer les conséquences d'une unification entre la Chine et Taïwan, mais pas le coût d'une guerre avec la Chine à propos de Taïwan. Et donc, dès lors qu'on dit que les États-Unis n'ont pas besoin de défendre Taïwan, et qu'on reconnaît les risques liés au déploiement avancé d'autant de forces militaires — et le fait que cela augmente le risque d'une guerre avec la Chine — alors cette présence dans la première chaîne d'îles n'a plus de sens. Et puis, je pense que la dernière pièce du puzzle, c'est de regarder ce qui s'est passé en Iran. On voit à quel point les bases militaires américaines sont vulnérables le long de la première chaîne d'îles.

Je parle du golfe Persique, au Moyen-Orient. Et là, on se demande : qu'est-ce que cela nous dit sur la capacité de survie et de défense des bases situées le long de la première chaîne d'îles ? Si l'Iran peut rendre les bases du golfe Persique inutilisables pour l'armée américaine, pense-t-on vraiment que les bases le long de la première chaîne d'îles seront utiles dans une guerre contre la Chine ? Car l'une des raisons de déployer des forces là-bas, c'est de pouvoir opérer depuis ces bases. Ces bases sont aussi considérées comme importantes pour disperser les forces militaires américaines. Mais cet argument ne tient plus si, en temps de guerre, on ne peut pas les utiliser parce qu'elles sont bombardées ou rendues inutilisables.

Donc, pour toutes ces raisons, je ne pense pas qu'une présence dans la première chaîne d'îles soit pertinente ou nécessaire pour protéger les intérêts des États-Unis. Si ce que vous cherchez réellement à protéger, c'est le territoire américain contre des menaces directes, le risque d'une attaque chinoise soudaine, sortie de nulle part, contre les États-Unis est très faible. Tant que vous restez en dehors d'une guerre à propos de Taïwan, il n'y a pratiquement aucune menace venant d'Asie pour le territoire américain. Et protéger l'accès aux marchés ne nécessite pas non plus une présence dans la première chaîne d'îles. Vous pouvez défendre l'accès aux voies maritimes depuis la deuxième chaîne d'îles. Et puis, il faut se demander si la Chine chercherait vraiment à empêcher les États-Unis d'accéder aux marchés d'Asie de l'Est, alors qu'elle dépend elle-même autant du commerce.

Il n'est donc ni nécessaire ni judicieux d'avoir des forces le long de la première chaîne d'îles. Dans mon article, je plaide donc pour un repli sur la deuxième chaîne d'îles, c'est-à-dire dans des endroits comme Guam, la Micronésie, les îles Marshall, et beaucoup d'autres zones de ce type. On pourrait y investir dans les infrastructures et maintenir une présence tournante bien plus réduite le long de cette deuxième chaîne d'îles, simplement pour se prémunir contre les risques qui pèseraient sur l'accès commercial. À mon avis, ces risques sont faibles. Mais je ne peux pas dire qu'ils sont nuls. Je pense donc qu'il vaut la peine de s'en prémunir. Voilà, en gros, l'argument de base. J'y ai contribué. Et je recommande effectivement de mettre fin aux engagements américains de défense mutuelle.

Mettre fin aux traités avec le Japon, la Corée du Sud et les Philippines, et adopter, sur Taïwan, une position de clarté stratégique allant à l'opposé de ce dont la plupart des gens parlent. Autrement dit, dire que les États-Unis n'interviendraient pas. C'est simplement parce que je ne pense pas qu'il soit crédible ni judicieux de maintenir un engagement de défense mutuelle si l'on ne maintient pas de forces dans ces pays. Et aussi parce que je pense que le Japon et la Corée du Sud sont des pays riches, tout à fait capables de se défendre face à n'importe quelle menace. Voilà l'argument de base. Mais je peux volontiers entrer davantage dans le détail sur certains points, si vous le souhaitez.

#Glenn

Oui, non, non, ce serait très bien. Parce qu'au fond, ce que vous avancez ne devrait pas être controversé. Je veux dire, on cherche toujours un équilibre entre réassurance et dissuasion, pour gérer le dilemme de sécurité. Autrement dit, on veut dissuader ses adversaires de, par exemple, couper les routes maritimes américaines ou d'attaquer des alliés. Mais une dissuasion excessive, ce n'est pas idéal non plus, parce qu'il y a ce manque de clarté entre l'offensive et la défensive. Il faut donc aussi rassurer l'adversaire sur le fait que les intentions sont défensives, et non hostiles. Donc, il semble que le pire scénario possible serait d'avoir une dissuasion excessive, ou des déploiements avancés trop importants, qui finiraient par susciter des conflits ou provoquer une guerre, au lieu de l'empêcher, tout en n'étant pas en mesure de se défendre.

Je veux dire, ce serait vraiment le pire scénario possible. Mais avant d'entrer dans les détails, je voudrais savoir : quelles sont les principales objections ? Parce que je vois une faiblesse. Ce serait que si les États-Unis réduisent leurs garanties de sécurité envers, par exemple, le Japon, alors, dans le vide ainsi créé, les Japonais pourraient chercher à se doter de l'arme nucléaire. Vous savez, on voit quelque chose de similaire en Europe. C'est-à-dire que les États-Unis reconsidèrent manifestement la question de savoir si c'était une bonne idée de s'engager en Ukraine. Il y a une guerre, et maintenant que les États-Unis se retirent un peu, soudainement, les Allemands, les Français et les Polonais commencent tous à parler d'armes nucléaires. Donc, oui, j'imagine que la question est : qu'est-ce qui comble ce vide ? Mais encore une fois, je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit. Quelles sont les principales objections ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, vous savez, comme vous, je pensais que c'était simplement du bon sens. Il me semble évident que la présence dans la première chaîne d'îles est très vulnérable. Elle devient un handicap pour les États-Unis. Et si l'administration Trump veut vraiment parvenir à une paix acceptable avec la Chine, je ne vois pas comment on peut y arriver quand on a quatre-vingt mille militaires à quelques centaines de kilomètres des côtes chinoises. Ça ne marche pas. Pour moi, ça n'a pas de sens. Mais la réaction a été très forte, et très controversée. Le rapport a suscité beaucoup de controverses. J'ai été très surpris par l'attention qu'il a reçue, et par l'intensité des émotions qu'il a déclenchées dans une grande partie de la communauté politique de Washington. Pour être honnête, je m'attendais à

ce que la plupart des gens ne lisent pas le rapport, et à ce que ceux qui le liraient s'en désintéressent complètement.

Ce n'est clairement pas du tout ce qui s'est passé. Donc, je suis contente. J'ai eu beaucoup plus de succès que je n'aurais jamais pu l'imaginer. C'est juste que la réaction a été un peu différente de ce à quoi je m'attendais, parce que, pour moi, ce n'était pas controversé. Et pour les personnes qui ont lu le rapport et m'ont fait leurs retours, la plupart ne trouvaient pas ça controversé non plus. Donc les retours, je veux dire, se répartissent en plusieurs catégories. Certains n'étaient tout simplement pas des critiques de bonne foi. Je pense que la politique américaine en Asie est devenue, en quelque sorte, le sujet qu'on ne critique pas. Il est de plus en plus acceptable de dire que les États-Unis devraient se retirer de l'OTAN, ou quitter le Moyen-Orient. Mais il est beaucoup plus tabou de dire que les États-Unis devraient réduire leurs engagements de défense mutuelle en Asie, ou se désengager.

Je pense que les gens ont vu ça comme une forme de capitulation. Comme un repli volontaire, assimilé à une capitulation et à l'acceptation du déclin américain. Et donc, je pense que ça a touché un sujet très sensible. Je crois que certaines personnes ont eu peur, parce qu'elles ont compris que j'avais peut-être raison, même si elles ne voulaient pas que ce soit le cas. Et ça a déclenché beaucoup de réactions émotionnelles. Mais il y a aussi eu des réponses sur le fond. Certaines personnes ont donc critiqué cette idée selon laquelle, si les États-Unis abandonnent leurs bases sur la première chaîne d'îles, ils seront moins capables d'opérer dans la région, et qu'ils ont besoin de ces bases. J'ai déjà, en quelque sorte, répondu à cette critique. Je ne pense pas que ce soit... Je pense qu'elle est à côté de la plaque. Je pense qu'elle ne tient pas vraiment compte des leçons que nous avons tirées de l'Iran sur la vulnérabilité de ces bases. Et qu'elle surestime notre capacité à défendre ces bases en cas de conflit.

Je pense aussi que ça interprète mal ce que j'essayais de faire. Je ne dis pas que les États-Unis devraient conserver les mêmes objectifs. Je ne dis pas qu'ils devraient penser pouvoir maintenir l'ensemble actuel de leurs engagements de défense, tout en se repliant vers la deuxième chaîne d'îles. Ce que je propose, c'est qu'ils se replient vers la deuxième chaîne d'îles et qu'ils acceptent un ensemble d'engagements différent. Des engagements qui visent non pas à maximiser la puissance des États-Unis, mais à maximiser leur sécurité. Ce sont deux objectifs distincts. Voilà donc ce que je répondrais à cela. Certaines personnes ont une perception de la Chine très différente de la mienne. Elles ont avancé que cela rendrait les États-Unis très vulnérables. Elles affirment que la Chine comblerait forcément tout vide laissé par les États-Unis. Elle établirait rapidement son hégémonie régionale.

Une fois que les États-Unis se seraient repliés vers la deuxième chaîne d'îles, la Chine commencerait à les en chasser. Et les États-Unis reviendraient bientôt avec, disons, une stratégie de troisième chaîne d'îles. Ils considèrent cela comme très indésirable. Ils voient la Chine comme cherchant une forme de domination mondiale, et ils interprètent le rapport comme une acceptation de cette situation. Je ne suis pas d'accord. Je pense que cela interprète mal à la fois les intentions chinoises,

les capacités militaires chinoises, et aussi la manière dont les autres pays de la région réagiraient. Je m'attends à ce que le Japon et la Corée du Sud cherchent à rééquilibrer les choses. Ils ne s'aligneraient pas forcément tout de suite sur la Chine.

Et je dirais que les États-Unis peuvent contrer l'influence économique chinoise par une stratégie économique. Quand on dit que la Chine chasse les États-Unis de la région, on parle généralement de la puissance économique chinoise, pas de sa puissance militaire. Et si vous voulez contrer l'influence économique chinoise, il vous faut une stratégie économique. La puissance militaire ne pourra jamais y parvenir. Ensuite, vous soulignez toute une série de critiques. Et, ce qui est intéressant, elles viennent aussi des Chinois. L'idée, c'est que si les États-Unis se replient vers la deuxième chaîne d'îles, le Japon se remilitariserait excessivement. Cela concerne surtout le Japon. Je suis d'accord. La Corée du Sud pourrait aussi vouloir se doter de l'arme nucléaire.

Je pense que, dans les milieux politiques occidentaux, ou disons aux États-Unis, c'est une inquiétude. En Chine, je l'ai moins entendue. Mais on craint notamment que le Japon ne se remilitarise à l'excès, qu'il cherche à se doter de l'arme nucléaire. Et la question, c'est : que fait la Chine ? Est-ce que cela déclenche une guerre, parce que la Chine cherche à empêcher préventivement le Japon d'obtenir l'arme nucléaire, ou de trop se remilitariser ? Ou bien le Japon devient-il si agressif dans la défense de sa propre sécurité que cela déclenche une guerre de cette manière ? Oui. Je pense, et je le reconnais dans le rapport, que répondre au sentiment d'insécurité du Japon est un défi vraiment important.

C'est pour cette raison que je plaide pour un retrait beaucoup plus progressif de l'engagement des États-Unis envers le Japon que de tous les autres engagements dans la région. De manière générale, je vois une tendance mondiale à la prolifération. Je m'attends donc, en fait, à ce que des pays d'Europe et certains pays d'Asie se dotent de l'arme nucléaire au cours des dix à quinze prochaines années. Ma réponse, c'est que nous devrions dès maintenant nous concentrer sur la manière de gérer un monde comptant davantage de puissances nucléaires, plutôt que d'essayer d'empêcher la prolifération. Car je pense que les politiques de l'administration Trump ont rendu cette évolution bien plus probable. Mais c'est une chose à laquelle il faut réfléchir.

Et donc, je pense qu'une remarque intéressante que j'ai entendue de la part de certains collègues chinois, c'est qu'ils se sentent un peu moins encerclés par la présence américaine dans la première chaîne d'îles. Ils pourraient être prêts à accepter un certain niveau d'engagement continu des États-Unis envers le Japon, afin d'éviter un sentiment d'insécurité qui pousserait le Japon à se surmilitariser ou à se doter de l'arme nucléaire. On peut donc imaginer un avenir dans lequel les États-Unis opéreraient principalement depuis la deuxième chaîne d'îles, tout en maintenant avec le Japon une forme de partenariat de sécurité. Cela pourrait inclure une présence militaire tournante, ainsi qu'un engagement continu à apporter leur soutien en cas de crise. Au moins à court terme, cela contribuerait à empêcher ce type de prolifération.

Donc, vous savez, je reconnais que ma stratégie comporte des risques. La prolifération nucléaire est probablement le plus important, et c'est celui qu'il faut le plus prendre en compte. Mais, de mon point de vue, dans l'intérêt des États-Unis, il reste préférable que les États-Unis aient moins d'engagements de défense mutuelle. Je n'aime vraiment pas les garanties de sécurité. Je pense qu'il vaut mieux réduire notre présence militaire, réduire notre empreinte militaire globale dans le monde, et avoir moins d'engagements. C'est préférable pour les États-Unis, même si cela entraîne une certaine prolifération nucléaire. Je préférerais un effort concerté pour réfléchir à la manière de gérer les risques liés à la prolifération, plutôt que de maintenir les engagements actuels de défense des États-Unis.

#Glenn

Oui, non, moi aussi, comme vous l'avez dit, je vois les risques. Mais on a souvent l'impression que les critiques viennent de, vous savez, ce que vous proposez, ou du maintien du statu quo. Alors que l'idée centrale, je crois, c'est que l'ordre mondial est lui-même en train de changer. Autrement dit, si la répartition du pouvoir évolue très rapidement, l'ancien statu quo n'est tout simplement plus vraiment une option. Je veux dire, en Europe au moins, je sais qu'ils répètent sans cesse que si l'on continuait simplement à faire ce qu'ils faisaient dans les années quatre-vingt-dix, tout irait bien. Mais, encore une fois, le monde a changé. Il y a d'autres centres de pouvoir qui ne l'accepteront pas.

Et puis, les États-Unis eux-mêmes ont des ressources limitées et doivent commencer à établir des priorités. Je prends souvent l'exemple des missiles intercepteurs, parce que les États-Unis ont d'abord tout envoyé pour combattre les Russes. Puis, il a fallu combattre les Iraniens. Il n'y avait pas assez de missiles. Il leur en fallait donc pour lutter contre l'Iran. Alors, ils les retirent d'Asie, les retirent d'Europe, et même au Moyen-Orient, ils doivent en fournir à Israël. Du coup, soudainement, plus personne ne fait confiance à l'Amérique pour venir le défendre. Ce n'est pas une bonne situation. Je veux dire, si vous ne fixez pas de priorités — si vous donnez la priorité à tout, vous finissez par ne plus rien prioriser — et je pense que c'est une grande vulnérabilité. Donc, encore une fois, ce n'est pas la situation idéale.

Il s'agit de s'adapter aux nouvelles réalités. Et comme vous l'avez dit, cela comporte de grands risques. Mais comment gérez-vous cela ? Je suis tout de même un peu frappé par votre optimisme, quand vous dites que vos collègues chinois comprennent en quelque sorte que, oui, il ne faut pas aller trop vite. Ils veilleront peut-être à ne pas trop inquiéter le Japon, parce qu'il faut gérer cette transition, j'imagine. C'est bien cela, l'enjeu. Mais tout à l'heure, vous avez parlé d'intérêts économiques. Nous parlons souvent uniquement dans le langage de la sécurité, de la défense, généralement enveloppé d'un discours d'altruisme. Mais derrière tous ces engagements militaires, il y a aussi des intérêts économiques. Lesquels ? Ou s'agit-il avant tout du transport maritime, du contrôle des voies maritimes ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je veux dire, je serais d'accord pour dire que les États-Unis ont intérêt à protéger leur accès aux marchés d'Asie de l'Est. Mais je le formulerais autrement. Je dirais que les États-Unis ont intérêt à s'assurer de ne jamais se retrouver dans une situation où un autre pays dicte leurs conditions commerciales. Et quand on parle d'une hégémonie régionale chinoise, de quoi avons-nous vraiment peur ? Je pense que certaines personnes, lorsqu'elles en parlent, imaginent que la Chine pourrait physiquement empêcher les États-Unis d'accéder aux marchés, par exemple en les empêchant concrètement d'atteindre les ports. Moi, je pense que c'est assez peu probable en Asie de l'Est. Parce que même si, vous savez, je pense que la Chine, aujourd'hui, pourrait bloquer l'accès des États-Unis à la mer de Chine méridionale et au détroit de Taïwan, si elle le voulait.

Elle ne le veut pas, parce qu'elle a intérêt à ce que les États-Unis aient accès à ces marchés. Mais disons qu'elle le fasse. Je ne pense pas que ce serait catastrophique pour les États-Unis. Les États-Unis pourraient emprunter d'autres routes maritimes. En Asie de l'Est, il y a beaucoup de points de passage stratégiques et d'options pour naviguer. Donc, l'idée que la Chine puisse physiquement empêcher tout accès des États-Unis à l'ensemble des marchés d'Asie de l'Est, pour moi, ce n'est pas possible. Je pense que cela surestime les capacités militaires de la Chine et sous-estime à quel point il est difficile de bloquer des voies maritimes. Je pense au détroit d'Ormuz. Les États-Unis essaient de bloquer cette voie maritime depuis longtemps. Ils s'en sortent correctement, mais ils n'y excellent pas.

Je pense donc que cela nous dit quelque chose sur la probabilité d'une interdiction physique. À mon avis, le risque le plus important, c'est que la Chine, si les États-Unis se retirent trop, acquière une influence économique et politique telle qu'elle puisse, en pratique, contraindre le Japon et la Corée du Sud à imposer des droits de douane ou d'autres restrictions, afin d'empêcher les États-Unis de commercer sur ces marchés. Mais si c'est cela, le problème, la réponse n'est pas davantage de puissance militaire. La réponse, c'est une stratégie économique américaine qui préserve l'influence économique des États-Unis sur ces marchés. Une stratégie qui empêche la Chine d'acquérir le niveau de domination politique et économique, surtout au Japon et en Corée du Sud, qui rendrait ce scénario possible. Cela veut donc dire que, lorsque nous réfléchissons à ce que les États-Unis doivent faire militairement dans la région, oui, il est important de se prémunir contre les menaces qui pèsent sur les voies maritimes.

Il ne faut pas se retrouver dans une situation où l'on n'a plus les moyens de protéger la navigation maritime. Mais il n'est pas nécessaire de viser ce que les États-Unis cherchent généralement à obtenir, c'est-à-dire une protection universelle et un contrôle incontesté des espaces maritimes, à tout moment. Il faut pouvoir créer des fenêtres de contrôle. Par exemple, être capable d'escorter des convois ou de maintenir ouvertes certaines voies de navigation pour l'accès commercial américain. Et je dirais que c'est un objectif atteignable. La présence que je recommande dans le rapport, le long de la deuxième chaîne d'îles, serait un début en ce sens. Si une menace apparaissait, il faudrait y maintenir suffisamment de forces pour pouvoir lancer cette opération et protéger les principales voies de navigation ou les points d'accès essentiels.

Et puis, vous pourriez obtenir suffisamment de moyens supplémentaires en rotation, des navires et des avions, qui sont tous très mobiles. Les avions, au moins, peuvent être déplacés très rapidement pour renforcer cette opération. Mais la conclusion, ou plutôt la recommandation, la plus importante, c'est que les États-Unis ont besoin d'une stratégie économique. Depuis que Trump a décidé de ne pas rejoindre le Partenariat transpacifique, le TPP, lors de son premier mandat, les États-Unis n'en ont pas vraiment eu. Vous savez, Biden avait l'IPEF, qui était une plaisanterie, et les pays asiatiques s'en moquaient. Et maintenant, ça a disparu. Donc, aujourd'hui, nous n'avons rien. Il s'agit donc vraiment d'une stratégie économique. Une critique qui m'a été adressée au sujet du rapport, c'est que si vous réduisez la présence militaire, vous perdez alors de l'influence économique.

Et cela repose sur l'idée que, d'une manière ou d'une autre, la présence militaire américaine permettrait d'obtenir un accès économique. Or, rien ne vient étayer cet argument. Je me suis penché sur la question lorsque je travaillais à la RAND, il y a peut-être plus de dix ans. J'essayais de trouver un lien entre les résultats économiques des États-Unis et leur présence militaire à l'étranger. Et les données ne montraient tout simplement aucune relation. Donc, je ne crois pas à l'argument selon lequel réduire cette présence militaire ferait perdre l'accès économique. Peut-être que cela réduirait la capacité à vendre des armes à ces pays. Mais je ne pense pas que la politique étrangère américaine devrait être fondée sur les intérêts des fabricants d'armement.

#Glenn

Au fil des décennies, la pensée militaire américaine a énormément évolué, à cause de cette idée selon laquelle il faut une présence militaire pour avoir accès à l'économie. Traditionnellement, les États-Unis, un peu comme les Britanniques avant eux, cherchaient toujours à imposer un équilibre des puissances dans lequel ils ne joueraient pas un rôle central. Autrement dit, vous savez, cette stratégie d'équilibrage depuis le large : le Royaume-Uni, puis les États-Unis, entrent tardivement dans les guerres. Car leur principal intérêt, c'est simplement de s'assurer qu'à la fin de la guerre, un nouvel équilibre des puissances soit en place. Ainsi, personne ne peut imposer une domination, comme pourrait le faire la Chine en Asie de l'Est.

Mais ensuite, il faut aussi savoir partir. Ne pas avoir une présence trop lourde, parce que les autres puissances eurasiatiques commenceront alors à faire contrepoids aux États-Unis. Toute la logique est donc la suivante : si les États-Unis se retirent, ils peuvent préserver leur puissance. Et les puissances eurasiatiques se feront alors contrepoids les unes aux autres. Je me demande simplement : est-ce que cela ne fonctionnerait pas aussi dans ce cas précis, si la Chine se mettait soudain à menacer les Sud-Coréens et les Japonais ? Je veux dire, pour l'instant, les Indiens s'entendent avec les Chinois. Les Russes considéreront les Chinois comme leur partenaire le plus important, tout comme beaucoup d'autres pays de la région.

Mais si la Chine commençait à chercher à dominer ses voisins, beaucoup de ses alliés les plus proches se retourneraient contre elle. Et là encore, il y aurait un équilibre. Cela rétablirait un

équilibre naturel des puissances, mais avec les États-Unis en dehors du jeu, qui retrouveraient leurs forces, au lieu d'être, comme aujourd'hui, la cible d'un rééquilibrage collectif de la part de toutes les puissances eurasiatiques. Encore une fois, on n'est pas obligé d'être d'accord avec cette analyse. Mais auparavant, elle n'était pas controversée. C'était même la stratégie principale, si je puis dire. Mais dans votre vision, quel serait l'avenir des alliances des États-Unis, si c'est ce repli stratégique que les États-Unis devraient privilégier ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je suis d'accord pour dire que l'issue la plus probable, si les États-Unis se retirent, serait un rééquilibrage par d'autres puissances d'Asie de l'Est. Je pense que le Japon et la Corée du Sud investiraient davantage dans leur défense et travailleraient probablement plus étroitement ensemble, ainsi qu'avec l'Australie, pour tenter de contrebalancer la puissance chinoise. Certains disent que je me trompe. Ils affirment que le Japon déciderait plutôt que la meilleure solution serait, en quelque sorte, de trouver un accommodement avec la Chine. Ou que ces pays asiatiques sont trop faibles pour contrebalancer la Chine. Je ne suis tout simplement pas d'accord avec ça.

Je pense que j'ai une vision plus optimiste de leurs capacités. Et les entretiens que j'ai menés avec des personnes au Japon et en Corée du Sud suggèrent aussi que leur réaction serait de chercher à contrebalancer. Mais je pense que c'est une autre raison pour laquelle je considérais cela comme relativement peu controversé, et pour laquelle je ne m'inquiète pas tant que ça de ce risque d'hégémonie régionale chinoise. Vous savez, Steve Walt développe cet argument dans « International Security », à propos des difficultés que la Chine rencontrerait en essayant d'acquérir une hégémonie régionale. Il souligne le rôle de la géographie et des étendues maritimes, ainsi que la difficulté qu'aurait la Chine à établir une hégémonie militaire. Il évoque aussi le nationalisme et la volonté des autres pays de contrebalancer.

Je suis donc d'accord avec cet argument. Je pense que les États-Unis peuvent tirer avantage de partenariats de sécurité avec des pays de la région, y compris des relations en quelque sorte transactionnelles, et une coopération à court terme autour d'intérêts communs. Mais je n'aime pas les alliances telles qu'elles sont actuellement conçues, parce qu'elles sont trop étendues. Elles engagent les États-Unis à un niveau de soutien qui, selon moi, est contre-productif, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, je pense que les garanties de sécurité américaines faussent fondamentalement les incitations de ces alliés. Elles les poussent à ne pas investir suffisamment dans leur défense, parce qu'ils savent que les États-Unis sont là.

Et deuxièmement, je pense que cela les conduit souvent à adopter des politiques étrangères qu'ils ne peuvent pas réellement assumer sans la puissance militaire américaine. Le Japon, sous Takeuchi, en est, je pense, un bon exemple. Elle a adopté des positions très agressives et provocatrices à l'égard de la Chine, et je ne suis pas certain qu'elle les adopterait si elle ne pensait pas bénéficier d'une garantie de sécurité américaine. On observe la même chose chez les États baltes, en Pologne et en Europe. On observe la même chose en Israël. Je pense donc que les garanties de sécurité sont

très contre-productives. Ce que j'aimerais voir, c'est que les États-Unis mettent fin à ces garanties de sécurité et renégocient leurs relations avec tous les pays, pas seulement en Asie, mais ailleurs aussi.

Mais avec la Corée du Sud, le Japon, les Philippines et l'Australie, il faut développer des partenariats qui ne comprennent pas de garanties de sécurité et qui se concentrent sur des intérêts précis, partagés par tous. Cela peut inclure une coopération dans l'industrie de défense. Cela peut inclure une présence militaire tournante et un accès à des bases. Cela peut inclure des engagements d'assistance militaire américaine. Mais ces éléments doivent être définis en fonction des intérêts des États-Unis. Nous devons nous assurer que le traité en question est à la fois limité dans le temps, régulièrement réévalué, et qu'il profite aux États-Unis, plutôt que d'engager les États-Unis dans des choses qui ne servent tout simplement pas leurs intérêts.

Et, vous savez, deux exemples de la manière dont ça fonctionne. D'abord, si vous pensez à l'engagement des États-Unis envers les Philippines : l'administration Obama est allée jusqu'à dire que ce traité incluait absolument ce qui est, en réalité, des rochers et des récifs en mer de Chine méridionale. Cela signifie donc que les États-Unis iraient à la guerre — une guerre potentiellement nucléaire — contre la Chine, pour des rochers en mer de Chine méridionale. Ça n'a aucun sens. Ce n'est pas dans l'intérêt des États-Unis. Le sort de ces formations terrestres n'a aucune importance pour les intérêts américains. C'est la même chose pour certaines îles éloignées du Japon. Défendre ces îles, est-ce vraiment dans l'intérêt des États-Unis ? Est-ce que cela vaut vraiment une guerre avec la Chine ? Moi, je dirais que non. Je pense donc que ces engagements sont tout simplement trop larges et qu'ils engagent les États-Unis dans des choses qui ne servent pas leurs intérêts.

Et on pourrait dire que ces engagements ont un effet dissuasif en créant de l'ambiguïté, en laissant entendre que les États-Unis pourraient intervenir. Oui, ces engagements sont volontairement formulés de manière ambiguë. Mais voulons-nous vraiment laisser ouverte la possibilité d'une guerre avec la Chine pour quelque chose qui n'est pas dans l'intérêt des États-Unis ? Car on ne sait jamais quelles dynamiques politiques vont se mettre en place et pourraient contraindre le président américain à faire la guerre, à cause de cet engagement et de la manière dont il est interprété, alors même que ce n'est absolument pas dans l'intérêt des États-Unis. On a déjà vu les États-Unis mener de nombreuses guerres qui n'étaient pas dans leur intérêt. Donc, nous ne pouvons pas supposer que, simplement parce qu'un choix est clairement mauvais pour les États-Unis, un traité ne pourrait pas les y entraîner.

#Glenn

Eh bien, en tant qu'Européen, je ne peux qu'être d'accord avec votre analyse sur l'octroi de garanties de sécurité et d'un soutien militaire. Je veux dire, en Europe, les dépenses sont insuffisantes. Je ne pense pas que ce soit controversé de le dire, concernant l'armée. Ils ne financent plus leur propre défense. Et alors même qu'ils n'ont pas d'armée, ils ont ce nouveau militarisme sans armée. Ils sont donc très agressifs, parce qu'ils savent que les Américains les soutiennent. Et je trouve les États baltes particulièrement fascinants, parce que ce sont souvent eux qui battent le plus fort les

tambours de la guerre. Par exemple, l'Estonie, avec un million trois cent mille habitants, qui appelle, en substance, à la guerre avec la Russie, qui compte près de cent cinquante millions d'habitants et qui est la plus grande puissance nucléaire du monde.

Et, vous savez, les Européens regardent ça et ont décidé de confier le poste de chef de la politique étrangère à leur ancienne Première ministre. Vous savez, donnons les clés de la voiture à ces gens-là. On ne verrait pas ça. Et je pense que c'est un problème plus large. C'est-à-dire que, dès lors que vous sous-traitez votre sécurité aux États-Unis, vous sous-traitez aussi votre réflexion stratégique. Et il n'y en a pas eu beaucoup, parce que, eh bien, il était confortable de vivre sous le parapluie sécuritaire des États-Unis. Mais je pense que cette structure était plus viable après la Seconde Guerre mondiale, avec une répartition bipolaire du pouvoir. Dans un environnement multipolaire, il faut simplement être honnête. Les capacités sont limitées. Et puis, oui, il faut commencer à instaurer davantage de mesures de réassurance, étant donné qu'il existe d'autres centres de pouvoir, comme la Chine et la Russie.

On peut même mettre l'Iran dans cette catégorie. Oui. Mais sur la question chinoise, comment voyez-vous Taïwan ? Parce que tout cela a toujours reposé sur une certaine ambiguïté stratégique. Est-ce que Taïwan est souveraine, ou non ? Je sais qu'en Europe, on entend souvent des journalistes dire : « Oh, Taïwan, que la Chine considère comme faisant partie de la Chine. » Mais toute notre architecture de sécurité, nos accords avec les Chinois dans les années soixante-dix — enfin, entre les États-Unis et la Chine — tout repose sur la politique d'une seule Chine. On dirait que nous reconnaissons tous que Taïwan fait partie de la Chine. Sinon, cela ferait voler en éclats l'ensemble de l'accord. Nous aurions une guerre. Mais, d'un autre côté, je ne comprends pas pourquoi ils veulent encore maintenir au moins une indépendance de fait pour Taïwan. Mais encore une fois, cette ambiguïté stratégique a été le fondement de la paix. Alors, comment voyez-vous la préservation de cet équilibre ?

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin, je pense en réalité que l'ambiguïté stratégique n'est pas tenable. À mon avis, la position des États-Unis sur Taïwan n'est pas viable et elle devrait changer. Dans le document sur la deuxième chaîne d'îles, je recommande notamment d'adopter une position de clarté stratégique, mais dans le sens inverse : dire que les États-Unis ne défendraient pas Taïwan militairement. En cas de conflit, les États-Unis n'interviendraient pas. Adopter cette position exigerait aussi d'autres changements. Par exemple, il faudrait modifier le dispositif militaire américain. Il faudrait retirer les forces américaines d'endroits comme Okinawa et Luçon, aux Philippines. Car si elles y restent, elles seraient très vulnérables si un conflit éclatait, et les États-Unis pourraient se retrouver entraînés dans le conflit.

Et cela exigerait de prendre des décisions sur la vente d'armes et sur ce genre de choses. Il faudrait aussi relocaliser plus vigoureusement aux États-Unis les capacités de fabrication et d'assemblage des semi-conducteurs. Car il faudrait accepter la réalité suivante : sans le soutien des États-Unis, Taïwan ne serait peut-être pas en mesure de se défendre. Et l'île pourrait même choisir un accommodement

politique plutôt que de faire la guerre. À Taïwan, certains regardent l'Ukraine et se disent : « Nous ne voulons pas devenir la prochaine Ukraine. » Pour eux, une forme de solution politique serait préférable. Si je pense que la position actuelle sur Taïwan n'est pas tenable et ne sert pas les intérêts des États-Unis, c'est pour plusieurs raisons.

Mais le plus important, c'est que je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que le maintien du statu quo actuel relève des intérêts existentiels des États-Unis. Je ne suis pas d'accord. Je pense que les États-Unis pourraient s'accommoder d'une unification entre la Chine et Taïwan. Ce que la Chine y gagnerait sur le plan militaire serait plutôt limité. Par exemple, elle pourrait baser ses sous-marins sur la côte est de Taïwan, ce qui lui permettrait d'échapper à certains capteurs sous-marins américains. Les sous-marins chinois pourraient ainsi accéder plus facilement à l'océan Pacifique. Ils seraient plus difficiles à suivre pour les États-Unis. Mais, en réalité, la technologie chinoise des sous-marins progresse très rapidement.

Bientôt, les sous-marins chinois seront de toute façon assez silencieux pour échapper à ces capteurs. Je ne pense pas qu'il soit raisonnable de risquer une guerre avec la Chine pour un avantage que vous allez perdre dans cinq ans, ou quelque chose comme ça. La Chine pourrait éventuellement installer des missiles et des radars à Taïwan, ce qui lui permettrait de projeter plus facilement sa puissance à travers le Pacifique. Mais la Chine acquiert déjà cette capacité. Et en fait, pour pouvoir prendre Taïwan, elle aurait très probablement besoin de pouvoir projeter sa puissance à travers le Pacifique de cette manière. Cela veut dire que c'est en réalité une condition nécessaire, un prérequis pour que la Chine s'empare de Taïwan, et non pas quelque chose qu'elle gagnerait en s'emparant de Taïwan.

Les avantages militaires sont donc assez limités. Je ne pense pas que Taïwan soit une bonne base de départ pour envahir le Japon et/ou les Philippines. Les chances que Taïwan modifie radicalement l'équilibre militaire dans la région sont donc faibles. Nous avons déjà parlé de cet argument selon lequel, si la Chine prend Taïwan, le reste de la région se ralliera à la Chine. Je ne pense pas que ce soit probable. Je pense qu'il est bien plus probable qu'ils investissent davantage dans leur défense et cherchent à faire contrepoids à ce qu'ils perçoivent comme une menace chinoise plus agressive. Il y a ensuite l'argument économique. Je pense qu'il mérite d'être pris au sérieux.

Je ne comprends pas l'argument selon lequel s'emparer de Taïwan permettrait à la Chine d'exclure les États-Unis des marchés économiques, pour les raisons que nous avons déjà exposées. Si la Chine voulait fermer la mer de Chine méridionale aux États-Unis, elle pourrait le faire dès aujourd'hui. Donc, je ne pense pas que cela vaille la peine de se battre pour ça. En revanche, la question des semi-conducteurs est plus concrète. À l'heure actuelle, les États-Unis dépendent très fortement de Taïwan pour la fabrication des semi-conducteurs. Je pense donc que les États-Unis devraient davantage investir pour rapatrier ces capacités sur leur territoire. Mais nous devons aussi reconnaître que la propriété intellectuelle qui constitue le fondement de la production de semi-conducteurs à Taïwan est une propriété intellectuelle américaine.

Donc, s'il y avait une guerre autour de Taïwan, disons qu'elle commence dans six mois, les installations de production de semi-conducteurs seraient probablement détruites. Cela nuirait à la Chine comme aux États-Unis, parce que les deux dépendent de ces puces venant de Taïwan. Mais les États-Unis auraient l'avantage, parce qu'ils détiennent la propriété intellectuelle et peuvent relocaliser la production sur leur territoire. Ce serait donc une perturbation à court terme, pas à long terme. Pour toutes ces raisons, je ne considère pas qu'une réunification entre la Chine et Taïwan représente une menace existentielle pour les États-Unis. En revanche, une guerre avec la Chine au sujet de Taïwan serait une menace existentielle pour les États-Unis. Nous devons être réalistes quant au coût d'une telle guerre.

Enfin, vous savez, d'anciens commandants de la marine américaine, des amiraux, reconnaissent que le droit d'entrée dans une guerre pour Taïwan, ce serait deux porte-avions au fond de l'océan. Pas le coût de toute la guerre : le droit d'entrée. Autrement dit, le coût initial, rien que pour commencer la guerre. Donc, on parle de pertes américaines de l'ordre de plusieurs dizaines, voire de centaines de milliers de personnes. On parle de dizaines de navires de guerre coulés. On parle de la perte de centaines d'avions américains. Et ça ne veut pas dire que le coût ne serait pas élevé pour la Chine. Il le serait. Mais pour la Chine, c'est un intérêt existentiel. C'est une question pour laquelle ils sont prêts à se battre jusqu'au bout. Et on a vu au Moyen-Orient que l'armée américaine est très fragile. Donc, selon moi, voilà comment cette guerre se déroulerait : les deux camps se battraient.

Les États-Unis seraient les premiers à manquer d'armes. Ensuite, la Chine n'aurait plus qu'à imposer un blocus à Taïwan et à l'épuiser. Et les États-Unis n'auraient plus les capacités nécessaires pour réellement briser ce blocus. Les chances de succès sont donc, elles aussi, assez faibles. Cela ne veut pas dire que les États-Unis ne peuvent pas imposer un coût à la Chine. Ils le peuvent. Mais ils ne peuvent pas vraiment atteindre l'objectif politique qu'ils recherchent. Je ne pense donc pas que ce soit dans l'intérêt des États-Unis, ni que ce soit militairement soutenable à ce stade. Et je pense que, dès lors qu'on reconnaît qu'il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis de mener cette guerre, il faut fermer la porte. Laisser ouverte la possibilité d'une guerre pour Taïwan, au nom de l'ambiguïté stratégique, alors qu'on sait qu'une guerre avec la Chine n'est pas dans l'intérêt des États-Unis et que défendre Taïwan n'est pas un intérêt existentiel pour les États-Unis, c'est tout simplement une politique étrangère irresponsable.

#Glenn

Oui, non, c'est un bon point. Et puis, on dit souvent que les États-Unis ont l'armée la plus puissante, et je suis tout à fait d'accord. Je pense que c'est assez clair. Mais d'autres facteurs entrent en jeu. Il y a notamment la proximité. Elle apporte des avantages logistiques, ce qui est évident, de la guerre en Ukraine à la guerre en Iran. Mais il y a aussi, comme vous l'avez dit, la menace existentielle. Je pense que ne pas le reconnaître est une erreur. C'est pour ça que les Iraniens se battront jusqu'au bout. C'est pour ça que les Russes se battront jusqu'au bout, et les Ukrainiens aussi, d'ailleurs. Mais le raisonnement qui sous-tend la guerre est très important. Je voudrais poser une dernière question sur la Chine. Comment voyez-vous la possibilité de passer d'une politique des blocs à autre chose ?

Au lieu que les États-Unis se contentent de se retirer, qu'ils négocient plutôt une architecture de sécurité collective ?

Parce que je reviens tout juste de Chine. Et, vous savez, ce que j'ai trouvé intéressant, c'est que là-bas, tout le monde ne cesse de parler de développement pacifique, d'intérêts harmonisés, de rupture avec la politique de puissance, de paix. Vous savez, c'est très « kumbaya ». Et, en tant qu'Européen, j'ai trouvé ça très intéressant. J'y ai vu une parenthèse agréable, parce que dans cette partie du monde, on ne parle que de guerre, de conflit, de se préparer à mourir pour son pays. Et derrière chaque coin de rue, il y a un ennemi. Je veux dire, cette paranoïa, cette panique, cette peur... Vous savez : est-ce qu'on va se retrouver seuls au monde ? Où vont les Américains ? Je veux dire, c'est épuisant. Donc oui, j'ai trouvé cette rhétorique intéressante, un peu plus apaisante.

Mais vous savez, en tant que réaliste en politique, je pars aussi du principe que, lorsque la répartition du pouvoir évolue, les intentions évoluent elles aussi. Et vous savez, si la Chine devient très puissante, on peut supposer que ses ambitions pourraient grandir elles aussi. Alors oui, pour cette raison, je me suis dit : plutôt que de simplement, vous savez, réduire la politique des blocs ou céder la prééminence à la Chine, est-ce qu'il ne serait pas judicieux d'avoir une sorte de concert européen, mais pour l'Asie de l'Est ? Autrement dit, toutes les grandes puissances, y compris les États-Unis, qui sont eux aussi une puissance asiatique, auraient leur place à la table. L'idée serait de veiller à ce que les grandes puissances gèrent leur compétition en matière de sécurité, et à ce que les préoccupations de chacun en matière de sécurité soient prises en compte, là encore dans l'intérêt collectif. Voyez-vous un potentiel dans cette direction ?

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin... Je suis d'accord : une architecture de sécurité inclusive devrait être l'objectif. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de sécurité en Asie si le modèle repose sur la compétition militaire. Si le Japon, les Philippines et la Corée du Sud, à mesure que les États-Unis se retirent, décident d'investir uniquement dans la dissuasion militaire, ce n'est pas un modèle qui garantira la sécurité de qui que ce soit. Cela entraînera de l'insécurité dans toute la région. Il faut donc investir à la fois dans la dissuasion et dans une ouverture diplomatique envers la Chine, afin de construire une forme de *modus vivendi* dans la région. Je pense que les États-Unis peuvent y jouer un rôle. Je pense qu'ils peuvent le faire de deux façons.

Je pense qu'une première approche consiste, à mesure qu'elle se retire, à parler à la Chine de ce qu'elle fait et de ses intentions. Et à préciser que les États-Unis ne quittent pas la région, qu'ils veulent rester un acteur actif. Que les États-Unis sont une puissance du Pacifique, et qu'ils le resteront toujours. Mais qu'ils adoptent une approche différente et qu'ils sont prêts à accepter la Chine comme un égal sur le plan géopolitique, et à lui accorder, sans parler nécessairement d'une sphère d'influence, au moins une sphère d'intérêt dans son voisinage proche, tout comme les États-Unis le souhaitent dans l'hémisphère occidental. La deuxième approche serait de travailler avec les pays alliés, en se retirant volontairement de certains engagements, et en faisant preuve de transparence.

Personnellement, je soutiens beaucoup les efforts de l'administration Trump pour en faire moins en Europe. Mais je soutiens moins, peut-être, la manière dont elle s'y prend.

Je pense que les États-Unis devraient être ouverts et transparents quant à leurs intentions. Dire : « Nous allons nous replier selon ce calendrier. Nous allons le faire, quoi que vous fassiez, quoi que vous disiez, quel que soit le montant que vous dépensiez. Mais nous sommes prêts à travailler avec vous sur la forme que cela prendra. Voici notre plan, afin que vous puissiez vous organiser en conséquence. » Les États-Unis n'ont pas besoin de se faire des ennemis parmi les pays dont ils se retirent. Ils peuvent donc travailler avec le Japon et lui dire, par exemple : « Vous devriez augmenter vos dépenses militaires, mais nous voulons aussi vraiment que vous développiez un dialogue diplomatique avec la Chine. » Et à mesure que les États-Unis se replient, ils disposent d'un levier pour y parvenir. Ils peuvent réfléchir au rythme de ce repli. Ils peuvent réfléchir au niveau d'accès et de présence tournante qu'ils maintiennent.

Cela peut encourager les dirigeants japonais, sud-coréens et philippins à se rapprocher de la Chine. Cela peut créer des canaux diplomatiques et faciliter le dialogue entre les pays alliés et la Chine. Cela suppose que les États-Unis entretiennent de bonnes relations de travail avec la Chine, s'ils veulent jouer ce rôle consistant, en quelque sorte, à aider à négocier la mise en place d'une architecture de sécurité plus inclusive. Ils doivent avoir de bonnes relations, à la fois avec leurs alliés et avec la Chine. Mais je pense que cela devrait être l'objectif final. Je pense que l'approche adoptée jusqu'ici par l'administration Trump dans la région n'a pas été très utile à cet égard, parce qu'elle a, dirais-je, en quelque sorte deux politiques asiatiques. D'un côté, elle poursuit une détente au niveau politique, en parlant d'une paix acceptable et d'une stabilité stratégique constructive.

Mais sur le plan opérationnel, il continue d'investir très lourdement dans, disons, la dissuasion militaire, comme si les affaires continuaient normalement. Il continue d'envoyer des équipements militaires dans la région, et d'encourager ses alliés à dépenser davantage pour la défense et à développer plus de capacités offensives. Donc, en ce sens, il fait l'inverse de ce qu'il faudrait pour bâtir une architecture de sécurité inclusive. En réalité, il nous pousse vers une situation qui, je pense, est la pire des deux mondes. Il s'est suffisamment retiré pour inquiéter fortement ses alliés, mais pas assez pour répondre aux préoccupations de la Chine en matière de sécurité.

Cela a, d'une certaine manière, affaibli la crédibilité de la défense de la première chaîne d'îles. Mais le retrait n'a pas été suffisant pour rendre cette posture réellement moins agressive et moins menaçante pour la Chine. Nous sommes donc dans une sorte d'entre-deux, que je trouve assez dangereux. J'aimerais voir une approche du repli plus délibérée, qui reconnaisse la tendance de long terme de la politique étrangère américaine. Et qui encourage les alliés non seulement à investir dans la défense, mais aussi à engager le dialogue avec la Chine. On pourrait imaginer une politique dans laquelle les États-Unis diraient : « Nous voulons que vous consacriez trois pour cent de votre produit intérieur brut à la défense. Et si vous le faites, nous lierons cela à X, Y et Z. Mais nous voulons aussi que vous vous rapprochiez de la Chine et que vous établissiez un canal diplomatique. »

Et si vous faites ça, nous lierons cela à des incitations X, Y et Z. Enfin, ça devrait être conditionnel. Les deux choses devraient être conditionnelles, pas seulement les dépenses militaires. Certaines personnes disent que je suis naïf. Moi, je pense que c'est réalisable. Je ne pense pas que la Chine cherche à dominer militairement la région. Je pense qu'une partie du discours sur le développement pacifique relève de la rhétorique. Mais je pense réellement qu'ils ont un modèle différent et un objectif différent pour la région. C'est aussi pour ça qu'aujourd'hui, je m'inquiète davantage de la tendance négative dans les relations entre la Chine et le Japon que de la question de Taïwan. Parce que je pense que c'est le facteur de risque à long terme, même si Taïwan représente peut-être un risque plus immédiat.

#Glenn

Oui. Non, certaines choses peuvent relever de la rhétorique. Et bien sûr, les intentions changent avec le temps, donc il faut se concentrer sur les capacités. Mais je pense que, globalement, compte tenu de la façon dont on pense en Chine aujourd'hui, si l'on considère, vous savez, ce « siècle d'humiliation » qu'ils ont connu, puis tous les problèmes qui ont suivi... Après tout cela, ils n'en sont pas sortis avec un esprit très vindicatif. On dirait que c'est plutôt une bonne affaire. On peut travailler avec eux, vous savez. Donc je pense qu'il y a au moins de quoi être un peu optimiste. Ce que vous avez décrit en Asie, cette situation entre deux systèmes de sécurité, comme si l'on choisissait le pire de deux mondes... vous pourriez l'appliquer aussi au Moyen-Orient et à l'Europe, pendant que vous en parliez.

Je me disais que, parce qu'en Europe, les États-Unis font maintenant comprendre, vous savez : « En réalité, on ne va pas vous défendre. C'est votre problème. On va se retirer. » Mais en même temps, s'ils n'écartent pas vraiment l'OTAN de l'équation, par exemple en Ukraine... Parce que s'ils le faisaient, ce serait la principale source de la guerre qui disparaîtrait. Je veux dire, si on pouvait enlever ça, alors les Russes seraient rassurés. Ils pourraient avoir la paix. Donc, vous ne vous retirez pas de ça, mais vous allez, vous savez, faire sentir aux Européens qu'ils ne sont pas en sécurité, sans pour autant rassurer les Russes. Enfin, pas vous, désolé, mais vous voyez... On a l'impression que c'est le pire des deux mondes. Parce que maintenant, les Russes se disent toujours : « Nous devons nous battre. Notre sécurité ne pourra être obtenue que par une victoire militaire. » Et les Européens paniquent, parce que le soutien américain a disparu.

Et c'est pareil au Moyen-Orient. Vous savez, s'ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas reconstruire toutes ces bases, toute cette ancienne infrastructure de sécurité au Moyen-Orient, toutes ces bases dans les États du Golfe, ça ne renforce pas forcément la sécurité. De toute façon, il va falloir changer ça. Je veux dire, s'ils avaient cette discussion avec les Iraniens, en disant essentiellement : peut-être qu'on va réduire les systèmes d'alliance pour tenir compte de vos préoccupations en matière de sécurité. S'ils communiquaient cela aux Iraniens, les Iraniens seraient rassurés. Mais au lieu de ça, ils continuent à tenir un discours dur envers les Iraniens et les Russes, tandis qu'avec leurs propres alliés, ils reviennent en arrière. Donc, c'est presque comme s'ils créaient les conditions d'une guerre. Je ne dis pas que c'est délibéré, mais c'est une situation très... très

difficile. Ce que j'essaie de dire, je suppose, c'est qu'il faut un réajustement. Enfin bref, avez-vous une dernière réflexion avant qu'on termine ?

#Jennifer Kavanagh

Oui, je veux dire, je suis d'accord. Je pense que la période de transition entre l'ordre sécuritaire dirigé par les États-Unis, les garanties de sécurité américaines, et quelque chose de différent — où les États-Unis se replient, se retirent et se concentrent davantage sur les enjeux intérieurs — est une période très risquée. À mon sens, le résultat final, un monde avec moins d'États-Unis, serait préférable pour tout le monde. Préférable pour les États-Unis comme pour le reste du monde. Mais y parvenir est compliqué. Y parvenir pacifiquement est difficile. Je pense que l'administration Trump n'a pas fait du bon travail. Même lorsque je soutiens, en quelque sorte, l'orientation de certaines de ses décisions, je pense qu'il existe une manière responsable de procéder. Et je ne suis pas sûr que l'administration Trump ait choisi cette voie. Mais nous devons être honnêtes : le repli des États-Unis, leur retrait d'engagements de sécurité qui durent depuis des décennies, va être désordonné. Ce ne sera ni beau, ni facile, ni vraiment fluide. Mais je pense que cela pourrait être mieux fait que l'administration Trump ne l'a fait jusqu'à présent.

#Glenn

Eh bien, j'ai trouvé votre rapport excellent. Et oui, au moins, il ouvre un espace pour discuter de la manière dont le monde change. Vous savez, non pas tel que nous voudrions qu'il soit, mais tel qu'il est réellement. Alors, merci beaucoup. Et oui, où les gens peuvent-ils suivre votre travail ?

#Jennifer Kavanagh

Vous pouvez retrouver mon travail sur le site de Defense Priorities : www.pointdefensepriorities.org. Ou me retrouver sur X, sous le nom de J. E. Kavanaugh.

#Glenn

Eh bien, merci encore.

#Jennifer Kavanagh

Merci de m'accueillir.